Mme KANÉ
née Sanou Nana
43 ans
MIRIA

« Un vrai démocrate accepte l'opposition, la laisse s'exprimer et l'écoute ».

Sanou Nana est née le 26 septembre 1956 à Kati. Elle y grandit et fait ses études primaires. Elle fréquente ensuite le lycée de Jeunes Filles de Bamako. Avant d'avoir eu le bac, elle quitte cet établissement à la faveur d'une bourse du gouvernement malien accordée par le canal de l'UNFM pour aller poursuivre ses études à Moscou en 1980. Six ans plus tard, elle est diplômée sage-femme d'État.

Après son retour au Mali, elle travaille à la maternité de l'hôpital Gabriel Touré à Bamako pendant un an et demi puis retourne à Kati, sa ville natale. Elle exerce à la maternité de l'hôpital local jusqu'en 1989. Sanou réussit à un test pour devenir délégué médical et exerce cette activité à partir de 1991. Plus tard, elle abandonne cette profession pour être bénévole dans plusieurs structures à vocation sociale. M? Souleymane Kané, mécanicien, est l'élu de cœur de Sanou Nana. Leur union monogamique a été célébrée en 1975 et ils ont six enfants.

Faire de la politique selon Mme Kané, *« C'est défendre ses idées afin de les voir triompher un jour »*. Elle a attrapé le virus de la politique à Moscou en 1982 mais n'a officiellement intégré une structure engagée qu'une dizaine d'années environ après. C'était l'association ADEMA en 1991. Sanou précise que *«C'est l'arbitraire et l'injustice vécus sous la IIe République qui m'ont poussée à faire de la politique »*. Pour Mme Kané, l'analphabétisme départage l'approche politique des hommes et des femmes au Mali. Ces dernières, plus touchées par ce fléau sont forcément plus handicapées.

Aujourd'hui, Sanou Nana milite au MIRIA (Mouvement pour l'Indépendance, la Renaissance et l'Intégration Africaine). Pratiquement membre fondateur de ce parti né à la suite d'une d'une scission de l'ADEMA, elle y a adhéré à sa création le 10 décembre 1994. Mme Kané a donc d'abord appartenu à l'ADEMA (association et parti politique). Elle a démissionné consécutivement à une divergence sur la conduite fondamentale du parti. En effet, l'héritage de la IIe

Mme Kané Sanou Nana, MIRIA

République à savoir, la corruption, la gabégie, le chômage pour ne citer qu'eux, rendaient la situation du pays fort préoccupante. Le changement était alors la solution indispensable. Et à l'instar de tous ceux qui le prônaient, Mme Kané contactait les gens pour les convaincre un à un de cette nécessité. Durant les élections qui ont suivi les évènements de 1991, les militants de l'ADEMA dont elle faisait partie avaient des idées et des mots d'ordres précis en allant battre campagne. Et sur la foi d'un programme déterminé fondé sur le changement, les populations ont porté l'ADEMA au pouvoir. Mais avec le temps, Mme Kané se rend compte que *« Les choses ne vont plus dans le sens du programme initial; pas de solution ou suite à tout ce qu'on a proposé, donc rien ne change »*. Une tentative de rattrapage de ce dérapage a eu lieu au cours d'un congrès en 1994. Mais celle-ci s'étant avérée infructueuse, Mme Kané a jugé nécessaire et décidé *« Après analyse, de quitter le parti pour ne pas être complice de trahison vis-à-vis de la population »*. Au MIRIA, elle est trésorière adjointe du Secrétariat Exécutif National. Elle fait des quêtes et collecte les cotisations auprès des militants(es). Ses objectifs et ambitions condensés sont de *« Voir le Mali se développer dans la vraie démocratie »*. Et pour cela, elle est consciente et souhaite qu'une personne véritablement démocrate et patriote à la fois, accède au pouvoir.

Le bilan des réalisations concrètes tous azimuts de Sanou Nana dégage un solde très positif. En effet, elle a pu faire asseoir son parti, le MIRIA, dans plusieurs localités : cercles de Kati et de Kayes, région de Sikasso, etc. Elle s'est battue personnellement pour être députée. Même si quelques conservateurs ou traditionalistes se demandaient, à haute voix et en sa présence, pourquoi et comment une femme veut ou peut être candidate à la députation, Mme Kané est fière de sa campagne car, dit-elle : *« Je partais de chez moi à 8 heures pour ne revenir qu'à 23 h, voire 2 h du matin. Et dans tous les villages, je tenais des meetings. J'ai battu campagne comme les hommes sur le terrain, jour et nuit »*. Dans le cadre de sa fonction parlementaire, elle faisait des compte-rendus de session une fois à la population. Dans certains villages de Kati, Mme Kané a non seulement formé des groupements mais encore et surtout, elle a sensibilisé et alphabétisé ces femmes regroupées grâce à l'opération Haute Vallée du Niger/OHVN où elle était bénévole en 1993. Mme Kané a encore aidé deux villages dont Ngaara, avec l'appui d'une institution canadienne, à construire des écoles par la réalisation d'un bâtiment de 3 classes. Enfin, elle a contribué à la réfection d'une route latéritique. Il s'agit de la route Kati-Kalifabougou-Nyamana (40-45 km) avec le soutien de l'OHVN. L'inauguration de ce tronçon a été faite en 1994 sans qu'elle ne soit ni informée, ni invitée.

La plus grande victoire politique de Mme Kané est son élection comme député en tant que femme. Mieux, elle déclare : *« Mon combat m'a permis d'être vice-présidente de l'Assemblée de 1992 à 1994 »*. Il convient de préciser que Mme Kané a été député de 1992 à 1996 sous deux bannières : ADEMA (1992-

Mme Kané Sanou Nana, MIRIA

1994) puis MIRIA (1994-1996) après sa démission de l'ADEMA. Les élections des 13 avril et 11 mai 1997 qu'elle qualifie de *« mascarade électorale »* constituent en revanche sa plus grande déception politique. Et ceci, non pas tant parce qu'elle a perdu mais à cause de la manière avec laquelle les opérations électorales se sont déroulées. Encore qu'on peut évoquer la théorie du lien de causalité ici dans la mesure où Mme Kané affirme que *« Du coup, je n'étais pas surprise par mon score que je devinais à l'avance »*. Elle déclare enfin à la charge de l'ADEMA : *« L'argent a tout dénaturé »*.

Parmi les difficultés rencontrées en politique, Mme Kané souligne que le manque ou le refus de solidarité entre femmes aussi bien en milieu urbain que rural, est un handicap. Mais il y a pire, à en croire la suite de son propos : *« Au Mali, l'émergence des femmes leaders politique est difficile, et cela est dû à plusieurs facteurs : niveau d'éducation, manque d'argent, etc. Car pour moi, le défi est lié à cela et aussi au peu d'importance au sexe féminin »*.

La stratégie de Mme Kané repose fondamentalement sur son contact permanent avec les gens. Elle est légaliste et a pour valeur le courage et la vérité. Ses forces et faiblesses confondues sont l'honnêteté, l'entêtement, la détermination, la fermeté. Elle déteste le mensonge et n'apprécie ni le cinéma, ni le théâtre. Elle aime écouter la musique sans toutefois danser. Comme couleur, le marron emporte sa préférence en général, excepté le noir pour les chaussures. Non seulement Mme Kané n'est pas superstitieuse, mais en plus elle pointe un doigt accusateur sur les marabouts féticheurs : *« Ce sont eux qui créent les problèmes et suscitent la haine. Ils veulent seulement avoir de l'argent »*. L'analphabétisme pour l'honorable Mme Kané est à l'origine du faible taux (15 %) de représentativité des femmes aux postes électifs. Et pourtant, elle est contre les quotas : *« Il faut que chacune se batte pour mériter son poste en étant capable »*. Sa prescription pour la réussite de la femme en politique est une courte ordonnance de deux solutions : le courage et le dynamisme. Mme Kané est politiquement subjuguée par Modibo Kéita et Nelson Mandela.

Pour mener à bien ses multiples activités, Mme Kané bénéficie du soutien de toute sa famille : son mari, très compréhensif, l'assiste en tout. Au quotidien et davantage encore lorsqu'elle a des meetings, campagnes ou autre chose à faire, il vérifie le véhicule avant qu'elle se déplace avec. *« Il m'encourage quand je rentre fatiguée ou/et découragée. Les enfants assistent aux réunions qui se tiennent à Kati »*. Néanmoins Mme Kané reconnaît : *« Quand on fait la politique au Mali, on n'a pas le temps de faire du social. Or, ça compte beaucoup et ça devient négatif pour soi »*. Côté maison, les grandes filles ont pris le relais et une employée de maison la seconde. Mais ce n'est pas dire qu'elle a décroché ou qu'elle ne s'occupe plus de rien. Très loin de là, comme le prouve une journée ordinaire de l'honorable Mme Kané racontée par elle-même : *« Je me réveille à 5 h et commence par les travaux domestiques après la prière. Puis je fais ma*

Mme Kané Sanou Nana, MIRIA

chambre, et le petit déjeuner. A 6 h, je réveille les enfants qui doivent aller à l'école à Bamako. Je quitte la maison à 7 h 30 pour vaquer à mes différentes réunions. L'employée de maison reste préparer. Je rentre à partir de 16 h. (Il faut dire que je n'ai pas d'heure de retour fixe). Mais une fois à la maison, je m'occupe de ma famille ; j'écoute le compte-rendu de la journée des enfants. Et quelquefois, il y a des gens qui m'attendent et qu'il faut recevoir. C'est très fatigant, ce n'est pas facile. Il faut être organisé. En tout cas, ça ne va pas de pair avec la paresse ».

Autrement dit en termes plus concis, on dirait et il faut comprendre : paresseuses, s'abstenir !

Mme SOGODOGO
née Aïssata Maïga
43 ans
BDIA

« Je ne suis pas du tout pour le boycott ; il faut aller aux élections quoi qu'il vous en coûte ».

L'an mil neuf-cent-cinquante-six et le vingt-trois du mois de juillet à Bamako, naissait Aïssata Maïga. Ses camarades du lycée de Filles de Bamako où elle a séjourné de 1962 à 1968 l'ont surnommée *Maïgus* parce qu'elle était très forte en latin. Après l'obtention d'un bac littéraire au lycée national de Niamey au Niger, elle est diplômée en sciences juridiques de l'École Nationale d'Administration de Bamako, promotion 1974-1975. Elle termine son parcours académique à l'université d'Abidjan avec une maîtrise en criminologie. De 1979 à 1981, Aïssata juriste (criminologue), est directrice d'un groupe scolaire à Man en Côte d'Ivoire. Elle convole en justes noces avec un Ivoirien, Issa Sogodogo, inspecteur du travail. De religion musulmane, Mme Sogodogo est mère de 4 grands enfants.

Dans son entendement, *« La politique c'est savoir communiquer avec les autres, les mobiliser, les convaincre en leur faisant partager ses idées et les gouverner ensuite »*. Son premier contact avec la politique remonte à sa tendre enfance par l'entremise de son père, un pionnier de l'US-RDA dans la mesure où les réunions du parti se tenaient dans leur maison. Il convient de signaler que sa mère, Mme Maïga Mariam Traoré dite *Tantie* n'est pas moins engagée. En effet, elle milite et participe activement à toutes les activités aux côtés de son mari. Au surplus, de sa propre initiative, Aïssata essayait de convaincre ses camarades et amis d'adhérer au parti de ses parents ou de participer aux manifestations politiques avec elle. À l'âge de 16 ans précisément, elle était secrétaire politique de la structure écolière du parti dans son lycée à Bamako.

S'agissant de l'approche masculine et féminine de la politique, Mme Sogodogo a constaté une grande différence qui évolue avec le temps. Elle affirme que fondamentalement ici, *« les hommes se servent des femmes pour appeler le tam-tam et faire leurs campagnes »*. En clair, elles ne sont que de simples mobilisatrices dont on se débarrasse dans les instances et moments de déci-

Mme Sogodogo née Aïssata Maïga, BDIA

sions puisqu'elles en sont exclues. Il y a cependant une nette amélioration de nos jours avec quelques femmes ministres, députés et conseillères municipales grâce à l'avènement de la démocratie. Comme son père, *Maïgus* voulait militer dans l'US-RDA. Malheureusement, ce parti a éclaté et s'est scindé en deux : le RDA et le BDIA (Bloc pour la Démocratie, l'Intégration Africaine). Elle s'en explique : *« Je me suis retrouvée dans le BDIA parce que le leader de ce parti était non seulement le fils du fondateur de l'US-RDA, mais aussi, il avait un programme de gouvernement qui s'adaptait à merveille à notre pays ».* En fait, Mme Sogodogo milite au BDIA depuis sa création en 1992. De simple mobilisatrice au départ, elle est aujourd'hui secrétaire administrative du Bureau national des femmes.

Le plan d'action de *Maïgus*, à travers ses objectifs et ses ambitions, comprend : éliminer l'injustice sociale dont souffrent les femmes en leur donnant, entre autres, un plus grand droit à la parole et des places dans les hautes instances de décision ; contribuer à la lutte contre l'analphabétisme féminin en le réduisant à défaut de l'éliminer ; apprendre aux femmes leurs droits et devoirs civils et civiques ; amener la majorité d'entre elles à s'intéresser à la politique et à être économiquement indépendantes. Sur le plan personnel, Mme Sogodogo aimerait connaître une ascension politique progressive : *« être d'abord maire, puis député, ensuite ministre des Affaires étrangères ou même Premier ministre, pourquoi pas ? ».* Dans l'immédiat, *Maïgus* est membre fondatrice et première secrétaire administrative du Réseau des Femmes des Partis Politiques du Mali (RFPPM) ; présidente-fondatrice de l'association AFJD (Appui à la Femme, à la Jeunesse et à la Décentralisation). Elle a encore fait suivre des cours d'alphabétisation en bamanan aux femmes de Djolibani, un village mandingue.

Mme Sogodogo considère le fait qu'elle ait réussi à se hisser en seconde position sur la liste des conseillers confectionnée par son parti pour les municipales de 1997 comme son plus grand succès politique. Constitue également une victoire politique pour elle, l'aide apportée au parti au pouvoir (ADEMA) pour être le premier aux élections municipales de 1998 dans sa commune (III) et sa sous-section après le boycott de son parti.

Par contre, elle a été très déçue lorsqu'après le retrait de son parti des élections, il lui était dorénavant impossible de présenter sa candidature alors qu'elle s'était âprement battue pour avoir la deuxième place sur la liste. On comprend alors qu'elle ne soit guère pour la politique de la chaise vide et en cela, elle ne croit pas trahir les leaders de son parti que sont Tiéoulé Konaté, fils du fondateur de l'US-RDA (Mamadou Konaté) et son successeur Hamaciré N'Douré. En définitive sur ce point, elle confirme qu'elle est de l'opposition mais précise qu'il s'agit, à son sens, d'une opposition constructive. Quant aux difficultés, Mme Sogodogo déclare : *« Les seuls obstacles que j'ai rencontrés se situent au niveau des hommes. Lors des réunions, ils font tout pour avoir le dernier mot afin de décider. Ils font tout pour me barrer la route. Et s'ils n'y arrivent pas, ils me font la*

Mme Sogodogo née Aïssata Maïga, BDIA

cour, tout simplement pour essayer de salir mon image de bonne militante. Heureusement, je résiste toujours ». Outre faire la résistance, *Maïgus* use encore de la disponibilité, de l'intelligence et de l'esprit vif comme stratégie. Elle soutient de même qu'il faut être engagé, respecter son adversaire et ne surtout pas le sous-estimer, bien connaître le programme de son parti afin de pouvoir le défendre partout où besoin est.

Au quotidien, les valeurs de Mme Sogodogo sont le respect, l'humilité, la ponctualité, la rigueur, la franchise. Dans la sphère politique, elle cite la disponibilité, la liberté, le courage, la volonté et la patience. Pour les goûts et les couleurs, elle aime les réunions politiques, les voyages, le luxe, la musique (Dalida, Charles Aznavour, Fanta Damba n°1, les Beatles, Phil Collins) et la lecture (Camus, Sartre, V. Hugo...) qui lui permet d'avoir une bonne culture générale. Gentille, compréhensive, intelligente, simple et sérieuse, *Maïgus* peut parfois être moqueuse et mesquine. Son arc-en-ciel est fait de bleu, jaune, blanc et gris. *Maïgus* déteste la pauvreté, la lâcheté, le désordre et les procès d'intention. Tandis qu'elle était superstitieuse auparavant, aujourd'hui elle est très croyante ; raison pour laquelle elle préfère Dieu aux marabouts qu'elle n'aime pas. *Maïgus* a une grande admiration pour un bon nombre de ses compatriotes politiciens. Son premier modèle politique est son père El Hadj Sory Maïga, postier (télégraphiste) de métier, qui a été président des sous-section et section US-RDA, puis secrétaire général de ce parti et aussi secrétaire particulier du président de l'Assemblée nationale, Mahamane Alassane Haïdara, à l'époque. Il est Chevalier de l'ordre national de la République du Dahomey, devenue Bénin. Ensuite le feu président Modibo Kéita, le président Alpha Oumar Konaré, le Premier ministre Ibrahim Boubacar Kéita et enfin Aoua Kéita. Hors du Mali, ce sont les défunts roi et présidents Kwamé Krumah (Ghana), Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire), John F. Kennedy (Etats-Unis d'Amérique), Hassan II et Mohamed V (Maroc).

En ce qui concerne la représentativité des genres, Mme Sogodogo aurait souhaité voir autant de femmes que d'hommes dans les postes électifs. Mais elle est contre les quotas car une telle pratique démontre la faiblesse des femmes étant entendu qu'ils sont généralement fixés par les hommes.

Selon *Maïgus*, une femme qui veut réussir en politique au Mali doit s'y engager volontairement, être disponible à tout moment, vigilante et courageuse, sérieuse, bien informée et cultivée, intelligente, financièrement autonome et faire fi des préjugés. A propos de disponibilité, *Maïgus* qui est veuve depuis le 3 novembre 1989 estime que les jeunes filles, les divorcées et les veuves sont en général plus disponibles que les femmes mariées. Quoiqu'il en soit, pour s'en sortir jusqu'à présent, elle bénéficie du soutien de son entourage qui l'admire. Elle consacre toujours du temps à ses enfants qui ne manquent pas de l'aider quand il le faut.

Mme SY
née Kadiatou Sow
44 ans
ADEMA

« Il faut s'impliquer sinon ceux qui font la politique décident à notre place et nous subissons... ».
« Je ne consulte jamais de marabout »

À Nioro du Sahel, une fille à qui ses parents donnent le nom de Kadiatou Sow vient au monde le 7 mars 1955. De sa mère, elle reçoit un prénom supplémentaire : *Salama* qui signifierait la paix en relation avec le mot arabe *salam*. Kadiatou est une très bonne élève. C'est pourquoi au cours du 2e semestre en classe de terminale au lycée Notre Dame du Niger à Bamako, elle est présélectionnée et se verra octroyer une bourse du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) pour aller poursuivre ses études en France après sa réussite au bac. Sans faillir, Kadiatou obtient ses diplômes dans deux universités françaises : licence de lettres modernes en 1977 à l'université de Nice puis licence de droit public et maîtrise de lettres modernes à l'université de Paris X à Nanterre en 1978. L'année suivante, elle est auditrice à l'Institut d'Administration des Entreprises de Paris. Toutefois, elle n'achève pas sa formation dans cet établissement car elle se trouve dans une situation difficile à gérer. D'une part la bourse a été coupée ; d'autre part, Kadiatou, devenue Mme Sy le 31 juillet 1976, est maintenant mère d'une fillette. Entretemps, M. Sy, agro-économiste (actuellement chef de la Mission de Décentralisation et des Réformes Institutionnelles) est rentré au pays. Elle a dû trancher : *« J'ai choisi ma famille »*. Et ce fut le retour au Mali. Depuis, la famille s'est aggrandie et les Sy, époux monogames de religion musulmane ont trois enfants.

Mme Sy est membre du gouvernement depuis 1994. D'abord comme ministre des Affaires étrangères, des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine (février-octobre 1994). Fait rarissime en Afrique. Ensuite, on lui a confié le portefeuille de l'Urbanisme et de l'Habitat qu'elle garde dignement jusqu'à présent. Cette fulgurante ascension a commencé en 1980 au Projet Mali Sud Elevage de Sikasso où Mme Sy était chef du personnel jusqu'au mois de juillet 1982. Puis elle a séjourné à la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) tour à tour comme adjoint administratif du directeur régional de Sikasso (1982-1986) et au siège

Mme Sy née Kadiatou Sow, ADEMA

de la société à Bamako, elle est Chef de Service des Ressources Humaines (1986-1990) et enfin, inspectrice à l'Inspection générale (1990-1991). Mais l'heure du grand décollage sonne véritablement en avril 1991 lorsque Mme Sy est nommée gouverneur du District de Bamako par les autorités de la Transition. Elle est la première femme à occuper ce poste au Mali et y reste jusqu'à son entrée au gouvernement en février 1994.

Pour cette dame au parcours exceptionnel dans l'environnement malien voire africain, la politique est *« Le moyen par lequel un(e) citoyen(ne) peut directement exprimer et vivre concrètement son ambition, ses idéaux pour le développement de son pays, de sa cité »*.

C'est d'abord en France à l'âge de 19 ans que Kadiatou croise la politique sur son chemin dans les structures où elle milite à savoir, l'Association des Élèves et Étudiants Maliens en France (AESMF) ainsi que la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). Puis au Mali, elle rejoint les rangs d'amis et aînés déjà engagés dans le combat politique contre la dictature militaire qui sévissait alors dans le pays. Kadiatou poursuit précisément la lutte ici au sein d'un parti clandestin : le Parti Malien du Travail (PMT). Aujourd'hui, le parti de Mme Sy est l'ADEMA. Alors même que ce n'était encore qu'une association en 1990, elle s'y activait déjà en tant que 5e vice-présidente chargée des finances. Quand l'ADEMA s'est muée en parti politique en 1991, Mme Sy a choisi d'y continuer son engagement politique. Elle n'a pas d'autre titre que simple militante à la base. Pourtant, elle n'est pas moins active à ses postes. En tout cas, elle se considère *« en mission »*.

Toutefois, la différence de comportement entre l'homme et la femme en politique est nette pour Mme Sy. D'où sa position catégorique : *« Oui ! la femme est plus méfiante vis-à-vis de la politique parce que de plus en plus, les politiciens donnent une image de la politique qui est négative : magouilles, coups bas, trahison, luttes fratricides, etc. Alors que la femme a horreur (en général) de tout conflit familial et/ou social. Il leur arrive donc souvent d'être très déçues »*.

L'objectif que cherche à atteindre Mme Sy en faisant de la politique est le changement de son pays sur tous les plans. C'est pourquoi elle s'investit énormément dans les activités associatives, notamment de femmes et de jeunes avec lesquels elle essaie de partager ses idéaux. Elle voudrait également faire élire le maximum de femmes dans toutes les instances politiques ; aussi tâche-t-elle, autant que faire se peut, d'être présente là où les décisions se prennent. En ramenant les choses à une dimension personnelle, Mme Sy espère avoir un mandat électif (conseillère municipale, députée).

Dans la gamme des actions concrètes à grand impact posées par Mme Sy, on recense : des cours d'alphabétisation au profit de travailleurs émigrés à Paris sous l'égide de l'ASMEF ; des interventions multiformes au Centre Djoliba de Bamako, lequel a joué un rôle très important dans l'éveil des consciences et dont elle est membre du groupe de réflexion et d'animation ; présidente et

Mme Sy née Kadiatou Sow, ADEMA

membre fondateur du Collectif des Femmes du Mali (COFEM), association créée en 1991 ; contributions significatives, conjointement avec son mari, au sein de la coopérative culturelle Jamana. Enfin, la preuve, à travers ses prestations et initiatives lors de son passage au gouvernorat, qu'une femme peut bien gérer une ville malgré les grosses difficultés rencontrées. Le moins qu'on puisse dire, c'est que c'était un grand défi car abstraction faite des problèmes inhérents à toute fonction, la nomination d'une femme en soi (Mme Sy ou une autre) en qualité de gouverneur a été un tollé, particulièrement dans les milieux conservateurs. En effet, ce poste qui est de commandement ou d'autorité au sens plein du terme, était traditionnellement réservé aux hommes lesquels se sont habitués et convaincus qu'il leur revient de droit.

S'agissant des succès politiques remportés, c'est la victoire collective dans la lutte pour le changement démocratique au Mali que Mme Sy retient. Elle y a contribué, notamment, en signant la fameuse lettre ouverte du 07/8/90 ; « *une sorte de pétition adressée au président Moussa Traoré pour lui demander, au nom des démocrates et des patriotes, au vu de la situation du pays, de changer de méthode de gestion et d'accepter l'ouverture politique pour l'intérêt du pays* ». Il faut reconnaître que c'était un acte téméraire à l'époque.

Mais, le fait qu'aucune femme n'ait encore été élue maire malgré leur meilleure implication que les hommes dans les campagnes électorales déçoit énormément Mme Sy. Au-delà, elle pense que le confinement de la femme dans ses rôles traditionnels par la société et les exigences consécutives sont une sérieuse difficulté pour celle-ci. Et il y a aussi, dirait-on, les risques du métier, suivant l'expression consacrée. En l'occurrence, la prise de position univoque de Mme Sy en faveur du pluralisme politique et de la démocratie à tous les niveaux de l'État et de la société lors de la conférence des cadres du 31 mars 1990, lui aurait coûté d'être relevée de ses fonctions le 22 avril 1990 à la CMDT.

Mme Sy est présidente d'honneur de plusieurs associations de jeunes (Pionniers, Club Unesco) et estime ainsi sa présence aux postes ministériels : « *En dehors de ma personne, c'est une volonté politique nette des hommes politiques maliens de rendre hommage au combat de leurs concitoyennes et en particulier à leur rôle déterminant dans le changement survenu au Mali* ».

Bien que la vie et la politique soient indissociables aux yeux de Mme Sy, ses valeurs sont la franchise, l'humilité et le respect de l'autre. Elle apprécie de même la loyauté. Mme Sy déteste la démagogie et la duplicité qui sont, hélas, monnaie courante en politique. Si elle offre volontiers des sacrifices suggérés par ses parents ou d'autres personnes âgées, elle n'est pas superstitieuse et ne consulte jamais de marabout. Elle confie la tâche de révéler ses qualités et défauts aux autres. Néanmoins, elle entend souvent dire qu'elle est dure et s'en défend : « *Je ne crois pas que c'est cela ; c'est question de respect de ses propres principes* ».

En guise de stratégie, Mme Sy garde en permanence le contact avec les

Mme Sy née Kadiatou Sow, ADEMA

populations dont elle est solidaire des préoccupations sociales. Il convient également de saluer le rôle de facilitateur joué par son entourage dans l'accomplissement de sa mission politique. D'une part, Mme et M. Sy militent, partagent les mêmes idéaux et combattent depuis qu'ils sont étudiants. Ceci est un atout considérable pour elle. D'autre part, la perception de la politique comme activité dangereuse explique la réticence de la famille de Mme Sy au début. Mais le temps a eu raison de cette réticence qui s'est estompée. Aujourd'hui, tous se sont adaptés et l'aident par leurs critiques, leurs propositions et leur soutien affectif.

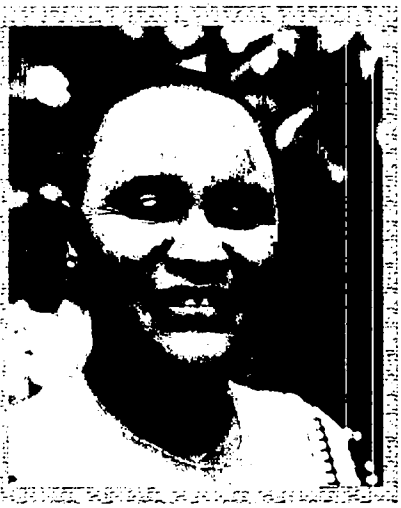
Pour ce qui est de parvenir à faire tout, bien et à temps, Mme Sy confie qu'elle essaie difficilement de trouver le juste équilibre en tachant d'être à la maison au plus tard à 18 h 30, s'efforçant de ne pas apporter de dossier à la maison et de ne pas y parler bureau pour que ses enfants et son mari profitent de sa présence, en consacrant les week-end à la famille, en organisant des sorties pour avoir quelques moments de détente avec elle ; en faisant un tour en ville avec les enfants chaque fois qu'elle peut. Parlant des modèles politiques, Mme Sy réserve sa réponse au niveau local en raison de sa position actuelle. Autrement, elle cite le président Jerry Rawlings du Ghana. Comme tant d'autres, elle a été impressionnée par le couple Winnie et Nelson Mandela et précise avoir eu la chance d'assister à l'investiture présidentielle de ce dernier. Enfin, il y a Simone Weil, Martine Aubry et Lionel Jospin en France pour leur simplicité, leur pugnacité et leur persévérance dans le combat.

L'idéal de représentativité des femmes de Mme Sy est de 50 %. Seulement à propos des quotas, sa réponse est nuancée. En effet, elle n'y est pas définitivement opposée puisqu'*« une telle discrimination positive peut jouer au profit des femmes qui sont ignorées »*. Mais elle reconnaît que ce n'est pas une panacée. Effectivement, ce système peut tout autant être défavorable à ses présumées bénéficiaires. Dès lors, la compétence est la meilleure solution pour tout le monde.

Au-delà du Mali, Mme Sy, forte de sa riche expérience, partage les recommandations suivantes avec celles qui veulent aller loin en politique : *« Pour faire de la politique en Afrique, je crois qu'une femme doit avoir une forte personnalité pour résister à la fois aux pressions familiales mais aussi à la tentation de se faire « instrumentaliser » par les hommes. Elle doit être très patiente, persévérante et assumer les soupçons malveillants qui entourent beaucoup de femmes qui se lancent dans la politique ; leur réussite est souvent attribuée aux relations douteuses qu'elles auraient avec leurs responsables politiques ou au piston des parents et alliés, mais rarement à leur valeur intrinsèque. Elle doit se donner suffisamment d'autonomie par rapport aux nombreux parents et relations qui, tous, veulent avoir une influence sur elle. Enfin, elle doit veiller jalousement sur la stabilité de son ménage, pour ne pas avoir à gérer constamment plusieurs fronts, et ne pas sacrifier la paix de son foyer à ses ambitions politiques »*.

Mme Fanta DIARRA
dite *Mantchini*
45 ans
CNID-FYT

« J'ai décidé de faire de la politique par conviction et... mon objectif est de mettre fin à l'injustice ».



Encore connue sous le petit nom de *Mantchini* qui veut dire petite mère/maman en bamanan, Fanta est née le 24 avril 1954 à Bamako. Elle est élevée, en Guinée-Conakry, par une tante qui n'a pas eu d'enfant. Elle y séjourne jusqu'à l'obtention de son baccalauréat ; puis retourne au pays natal. Technicienne de l'action sociale, F. Diarra est chef de service social dans la Commune III du District de Bamako. C'est une musulmane pratiquante, divorcée et mère de deux enfants.

Mantchini conçoit la politique comme l'art de gérer les affaires publiques, les institutions d'un État en vue du développement harmonieux d'un pays. Elle commence à se frotter à la politique en Guinée du temps de la révolution. Au Mali, *Mantchini* compte parmi les premiers membres du Comité National d'Initiative Démocratique Faso Yiriwa Ton (CNID-FYT) ; l'association qui fait avancer le pays en bambara, créée le 16 octobre 1990 à la faveur de l'ouverture politique dans le pays. Après l'instauration du multipartisme, le CNID-FYT tient un congrès à l'issue duquel il change de statut juridique par la volonté de ses membres. Il devient un parti politique le 26 mai 1991 sous le même sigle mais avec un léger changement dans la signification. Au lieu de Comité, le C tient lieu de Congrès et dès lors CNID-FYT en abrégé correspond in extenso à Congrès National d'Initiative Démocratique. *Mantchini* en est un membre fondateur.

Mantchini a décidé de faire la politique par conviction pour mettre fin à l'injustice par l'instauration d'une véritable démocratie pluraliste au Mali. Selon son observation, l'homme et la femme ont une vision commune en politique ; les divergences n'apparaissent qu'en pratique.

Mantchini exerce plusieurs activités et assume de nombreuses responsabilités au CNID-FYT dont les plus importantes sont : présidente du comité 2 de Badalabougou, son quartier ; secrétaire chargée de la promotion des femmes et enfants au comité de direction du parti ; membre du secrétariat exécutif ; prési-

Mme Fanta Diarra, CNID-FYT

dente de la commission centrale des femmes du CNID-FYT. Par ailleurs, les partis politiques d'opposition ont constitué un Collectif (COPPO) au sein duquel *Mantchini* occupe les fonctions de vice-présidente de la commission centrale des femmes.

Deux idées-force résument les ambitions et objectifs confondus de *Mantchini*. D'un côté la mise en œuvre d'une réelle démocratie ; ce qui implique le respect de la Constitution, la garantie des libertés individuelles et collectives, la liberté d'expression, un accès aux média d'État avec usage équitable pour toutes les forces politiques nationales ; l'accession de son parti au pouvoir. De l'autre, la promotion féminine à travers une large participation des femmes aux prises de décisions ; sans oublier leur indispensable indépendance économique.

Il ressort du bilan des actions majeures de *Mantchini*, qu'elle a dispensé une formation à trois groupements de femmes de son quartier ; elle a apporté son appui à 21 groupements de femmes auprès d'une caisse d'épargne (Goundo Djiguiya) pour accéder aux crédits dans l'optique de réaliser des activités génératrices de revenus. Enfin, 125 aides familiales ont encore bénéficié de ses connaissances en économie familiale dans le cadre d'une collaboration avec Mali-Enjeu (Mali-Environnement Jeunesse), un programme destiné aux jeunes gens qui n'ont pas pu aller à l'école ou qui ont interrompu leurs études très tôt. Comme tout métier, la politique comporte des grandeurs et des servitudes. Au nombre de ces dernières, figurent des contraintes financières. Hélas, *Mantchini* ne dispose pas toujours de moyens nécessaires pour réaliser d'intéressants projets.

Si cette difficulté peut être véritablement aplanie suivant les individus, il y a un obstacle insurmontable qui s'impose à tous les politiciens : ils risquent leur vie en permanence de différentes manières et la perdent même souvent. Dans le cas de *Mantchini*, elle a été persécutée par la Sécurité d'État il y a de cela deux ans. En effet, pour trouver une solution à la crise politique qui mine le pays depuis les dernières élections présidentielles contestées par une majorité des partis, le président Konaré consulte toute la classe politique malienne à partir du 7 août 1997. Le 8 août, c'est précisément le tour de l'opposition dont la délégation est conduite par M. Almamy Sylla, président du COPPO. Aucun incident n'est déclaré à l'issue de cette rencontre qui s'est déroulée dans une ambiance cordiale au palais présidentiel. Le lendemain samedi 9 août 1997, le COPPO a organisé un meeting dans la salle Banzoumana au palais de la Culture. Alors qu'un leader s'adresse aux militants, un homme identifié comme un traître est battu à mort par la foule de militants surchauffés. On trouve sur la victime, le sergent-chef Moussa Diarra en tenue civile : des gaz lacrymogènes, un pistolet avec des balles authentiques, une paire de menottes. Était-il en mission commandée ou en mission de maintien d'ordre ?

Quoi qu'il en soit, il s'en suit une série d'arrestations et d'incarcérations

Mme Fanta Diarra, CNID-FYT

des leaders du COPPO dans les cellules du Camp I de la gendarmerie de Bamako dès samedi après-midi. *Mantchini* et le président de son parti, Me Mountaga Tall, sont interpellés et gardés dans l'après-midi du dimanche 10/8.

Les conditions de détention de *Mantchini* sont pour le moins inhumaines : une cellule de 1,5 m x 1,5 qui ne laisse pas d'autre choix que la station debout de jour comme de nuit ; de même vue la dimension on ne peu plus étroite de la pièce, la prisonnière se retrouve forcément au milieu de ses propres immondices. La dénonciation de tels traitements humiliants et dégradants était inévitable. *Mantchini* est ensuite transférée à la prison civile de Bamako. Ayant entamé une grève de la faim, sa santé s'est considérablement détériorée et elle a dû être hospitalisée (hôpital point G) jusqu'au 3 octobre, date de sa libération.

La forte mobilisation de ses camarades, des femmes en général et d'autres compatriotes qui ont adopté des stratégies diverses (marches, sit-in, appels, lettres ouvertes aux autorités nationales et internationales, articles dans les journaux,...) pour la soutenir et la tirer d'affaire reste un souvenir des plus mémorables pour *Mantchini*. Plus que jamais, pour les femmes du COPPO et du Mali tout court, elle est le symbole de la femme militante qui lutte pour une juste cause ; elle incarne l'espoir que les femmes peuvent valablement occuper le devant de la scène politique plutôt que de se confiner à l'arrière-plan. L'hommage de ses concitoyens à *Mantchini* pour son courage politique lui est encore témoigné par l'attribution d'un nouveau pseudonyme à savoir «*Amazone de la démocratie*».

Le combat et les convictions politiques de *Mantchini* ont occasionné sa détention pendant environ deux mois au cours desquels elle a eu des problèmes de santé et connu divers désagréments. Il est toutefois indéniable et elle le reconnaît, que cet épisode lui a procuré un grand succès politique.

Sinon, la plus grande joie jamais éprouvée dans ce domaine est l'avènement de la démocratie au Mali. Son sentiment est d'autant plus intense qu'elle se considère comme un des artisans de ce changement grâce à son militantisme au sein du CNID-FYT.

Une autre source de satisfaction est qu'elle a mérité de la direction de son service, une attestation de reconnaissance pour services rendus. Compte-tenu d'un certain nombre d'antécédents, les plus grandes déceptions politiques de *Mantchini* sont sans surprise : le recul de la démocratie au Mali avec comme temps fort, le coup d'État civil survenu en 1997 pour le deuxième mandat du président Konaré. Les tenants et les aboutissants en sont l'absence d'une liste électorale crédible, l'institutionnalisation de la fraude électorale, la banalisation de la corruption ; la marginalisation d'une grande partie des leaders politiques, notamment de l'opposition ; le manque d'alternance politique, la dignité humaine bafouée...

Au quotidien, *Mantchini* préfère les couleurs discrètes et tient pour

Mme Fanta Diarra, CNID-FYT

valeurs humaines le respect, la franchise, l'honnêteté, la transparence, la cohérence dans les idées et dans le comportement, la liberté, la justice. Elle ne veut avoir aucune affinité avec l'injustice, l'hypocrisie, le mensonge, la méchanceté et l'égoïsme. Parce qu'elle est une éternelle croyante, elle a toujours laissé son sort entre les mains du bon Dieu.

Mantchini n'a cru devoir mentionner ni qualité, ni défaut ; laissant le soin aux autres de la juger au motif que la modestie est une valeur sociale importante. À son avis, le succès serait presqu'assuré à toute femme qui a une conviction politique, une capacité certaine à mobiliser, une autonomie économique et une certaine popularité.

Dans sa carrière politique, elle bénéficie du soutien moral et matériel de tous ses parents, collaborateurs et de son patron. Il est par conséquent loisible de deviner que la politique prend le pas sur le reste, notamment la vie familiale. Mais pour l'équilibre entre toutes les activités qu'elle aurait voulu réaliser, elle croit que la solution réside dans l'organisation.

En politique, les idoles de « *l'Amazone de la démocratie* » sont feue Mme Bengaly Aïssata Diarra. Elle n'a pas eu d'enfant ; mais cette féministe généreuse a pratiquement destiné tous ses biens aux œuvres politiques ; Me Mountaga Tall, président de son parti (CNID-FYT) et la guinéenne Jeanne Martin Cissé qu'elle a côtoyé enfant comme camarade de promotion de sa fille en Guinée.

Son idéal de représentativité est de 60 % de femmes aux postes électifs à condition qu'elles soient à la hauteur. Donc *Mantchini* est anti-quota.

Mme DOUCOURÉ
Fatimata Kandé
45 ans
US-RDA

« J'ambitionne de voir mon Mali devenir une vraie démocratie prospère où il fait bon vivre pour les femmes ».

Le 8 janvier 1954 à Ségou, la famille Doucouré compte un membre de plus en la personne de Fatimata Doucouré Kandé. Après avoir décroché un bac scientifique au lycée de Jeunes filles de Bamako, elle poursuit ses études en Europe à la faveur d'une bourse du gouvernement malien. Elle obtient un Diplôme d'Études Universitaires Générales (DEUG) en sciences économiques et est diplômée de l'Institut des Techniques Bancaires de Lille en France. Depuis son retour au pays natal, elle est employée de banque à la Banque Commerciale du Sahel (BCS). Elle est musulmane, divorcée et mère de trois enfants.

Mme Doucouré perçoit la politique comme une doctrine qui lui permet de s'exprimer et de défendre ses droits, ses idéaux. À propos de son premier contact avec la politique, Fatimata raconte : *« J'étais pionnière en 1966 et mon cœur battait quand j'entendais l'hymne du Mali, l'hymne des pionniers et l'hymne de la Révolution active du 22 août 1967 ».* Au fond, cette rencontre qui a quelque chose de sentimental, était liée à l'image que Fatimata avait de son père car, elle aimait l'uniforme des pionniers et voulait faire comme « papa ». Or ce « papa » bien aimé, M. Yely Doucouré, commissaire de police a été assassiné le 17 mai 1960 à Ségou au cours d'une intervention dans les affrontements opposant les partisans des deux partis politiques de l'époque (PSP et RDA) à propos des impôts dont certains ne voulaient pas. Fatimata n'avait alors que 6 ans.Un monument à la mémoire de ce brave père a été érigé à l'endroit même où il est mort et a été inauguré par le président Modibo Kéita en présence de quelques membres de la famille du disparu dont Fatimata et sa mère.

Marquée depuis par ces événements, Mme Doucouré a voulu faire de la politique pour défendre ses idéaux, notamment en travaillant pour la patrie après avoir réussi ses études parce que encore enfant, elle avait entendu dire dans son école qu'il n'y avait pas beaucoup d'intellectuels au Mali.

Devenue grande, Mme Doucouré a pourtant pris quelque distance avec

Mme Doucouré Fatimata Kandé, US-RDA

la politique. Mais ce n'était que momentanément. Après un premier mariage avec M. Lassana Diakité (ingénieur textiles), elle sera Mme Mohamed Soumaoro, ingénieur de génie civil et beau-frère du président Moussa Traoré. Avec le temps, elle n'apprécie pas son comportement. *« C'étaient les dieux sur terre. Ils abusaient du pouvoir de leur sœur »* dit-elle. De plus, *« J'avais ras-le-bol des militaires »*; comme tout le monde à ce moment-là. Inévitablement donc, elle s'est trouvée en porte-à-faux avec son mari, avec le pouvoir. La crise au sein du couple est à son paroxysme en janvier 1990 et finalement, les époux Soumaoro se séparent. D'abord sollicitée par l'ADEMA, Mme Doucouré quitte ce parti parce que l'engagement des gens y était, trop intéressé à son goût. Elle déclare à cet égard : *« Aucune conviction dans les cœurs, les gens venaient là pour de l'argent... Les militants des jeunes partis surtout de la mouvance présidentielle ne pensent qu'à s'enrichir »*. Elle veut renouer avec le RDA malgré des propos décourageants du genre *« Le RDA est un parti mort, il n'y a qu'à l'ADEMA qu'on peut devenir quelqu'un »*. Mais elle est bien décidée. Elle rejoint l'US-RDA en connaissance de cause puisqu'elle reconnaît : *« Mon parti est un parti des masses laborieuses qui depuis sa création, n'œuvre que pour l'édification nationale. Après les événements de Mars 1991, il y en a qui ont créé des partis pour recevoir les perdiem de la Conférence nationale. La vraie démocratie existe à l'US-RDA ; on s'y exprime librement, sans crainte. Mon parti a fait ses preuves. Au RDA on n'a pas d'argent, on est là par conviction »*. Ici, Mme Doucouré est secrétaire chargée des questions commerciales, industrielles et des services au Bureau politique national.

Les objectifs et ambitions révélés de Mme Doucouré sont de voir une vraie démocratie au Mali au sein de laquelle son parti ne sera plus persécuté comme il l'est actuellement ; mais jouera plutôt le rôle de leadership qui lui incombe historiquement. Elle ambitionne de voir son parti au pouvoir afin de voir ses objectifs réalisés. Elle veut voir le Mali aller de l'avant sur des bases saines.

Beaucoup de réalisations rendent le bilan des activités de Mme Doucouré positif ; en l'occurrence : l'éducation politique des femmes de son comité qui sont en très grande majorité analphabètes ; la création d'associations initiant les femmes aux activités productrices de revenus (potagers et élevage de lapins, commercialisation de volailles) ; contribution à la création de l'unique jardin d'enfants de son quartier (Boulkassoumbougou) opérationnel depuis 1989, etc.

L'éducation politique des femmes procure une énorme joie à Mme Doucouré dans la mesure où elles ont compris beaucoup de choses. Son échec à la députation aux législatives de 1997 reste un mauvais souvenir. Toutefois, sa plus grande déception vient de la magouille électorale des élections de 1997, 1998 et 1999. Au titre des obstacles et défis à relever, Mme Doucouré cite *« L'intoxication, la désinformation, le lavage de cerveaux des électeurs, la corruption à toutes les échelles orchestrée par le parti au pouvoir »* (ADEMA). Elle

Mme Doucouré Fatimata Kandé, US-RDA

vient à bout de ces difficultés par l'éducation civique des personnes et leur sensibilisation par le porte à porte.

Mme Doucouré a pour valeurs l'honnêteté, le dialogue et la compréhension mutuelle. Elle n'a aucun égard pour le mensonge, le vol, la corruption, le clientélisme, l'opportunisme, l'affairisme et le copinage politique caractérisé par des relations intéressées. Mme Doucouré aime le travail bien fait, fait de l'élevage et écoute les musiques du terroir, classique et d'autres genres encore à l'exception du reggae, du rap et assimilés. A l'opposé, elle déclare : *« Comme défaut, je pense que je pardonne facilement alors que souvent, il faut croiser le fer avec certaines gens »*. Il arrive rarement à Mme Doucouré d'être superstitieuse. En revanche, elle croit en ses rêves qui se réalisent toujours. Sa meilleure parité de représentativité des femmes est de 55 %. Néanmoins, elle est contre les quotas au profit du mérite.

Dans l'accomplissement de ses activités politiques, les parents de Mme Doucouré la soutiennent tout en ayant peur pour elle. Quant à son patron, il est catégorique : *« La politique se fait dimanche ou le soir »*. Mais Mme Doucouré veut réussir et s'organise en conséquence : son temps est judicieusement réparti entre le travail, sa famille et la politique. Ses figures de proue en la matière sont Modibo Kéita au Mali et Jerry Rawlings au Ghana car ces deux présidents africains ont en commun d'être patriotes et intègres.

Enfin, selon Mme Doucouré pour qu'une femme réussisse une carrière politique, il faut qu'elle soit battante, qu'elle ait du charisme et une conviction qui va dans le sens du développement réel des populations.

Mme DAKOUO
née Victorine Dakouo
50 ans
ADEMA-PASJ

« Compte tenu de la mentalité des Maliens, je suis pour le quota. Sous d'autres cieux, j'opterais pour la bataille à égalité ».

Le 25 octobre 1999, Victorine a fêté un demi-siècle d'existence sur terre. En effet, elle a eu 50 ans puisqu'elle a vu le jour à cette date-là en 1949 à Mandiakuy dans le cercle de Tominian (Ségou). Originellement, Victorine est maîtresse du second cycle. Formée au Centre pédagogique régional de Bamako, elle est titulaire d'un certificat d'aptitude élémentaire pratique. Elle a enseigné à l'école de Kalaban-Coura dans la Commune V de Bamako de 1969 à 1992 avant de devenir parlementaire.

De confession religieuse catholique, Victorine fait partie de la minorité chrétienne du Mali. Et chose peu courante, elle a le même nom de famille que son mari. Les deux homonymes, Victorine Dakouo et Seydou Jérôme Dakouo, Professeur de lettres et secrétaire général à l'École Normale Supérieure se sont unis devant les hommes le 28/12/71 et Dieu le 12/08/72. Ils ont pu avoir six enfants avant que la maladie emporte M. Dakouo le 12 avril 1987.

Suivant les explications de Mme Dakouo, la politique est une convention, une stratégie servant à exprimer ou défendre les intérêts d'une population dans un pays. Elle a fait ses premiers pas en politique en compagnie de son défunt mari au sein de l'Union Nationale des Jeunes du Mali à laquelle ils ont adhéré dès sa création en 1978. L'homme, affirme Victorine, ne voit a priori dans la politique que son seul intérêt ; contrairement à la femme qui en a une approche globale. Membre fondateur de l'ADEMA-PASJ, elle se trouve dans ce parti parce qu'il traduit mieux sa lutte pour la chute du régime dictatorial malien.

En empruntant la voie politique pour se faire entendre et imposer son point de vue, Victorine vise principalement le développement socio-économique. L'implication de tous est indispensable et elle estime qu'il est grand temps que les femmes le comprennent.

Pour prêcher par l'exemple, deux activités significatives sont à inscrire au tableau de ses bonnes actions à savoir, l'électrification et l'adduction d'eau de

Mme Dakouo née Victorine Dakouo, ADEMA-PASJ

la ville de Tominian du temps où elle était député. Pour les populations de San et de Mandiakuy, notamment, qui devaient respectivement parcourir 40 et 45 km pour s'approvisionner en eau, l'adduction d'eau était une manne procurée par l'appui technique et financier de l'Association des Volontaires Français du Progrès, le Fonds Européen de Développement, la SATOM. Et même si on n'a plus cru devoir l'inviter à l'inauguration de ces ouvrages, Mme Dakouo en est fière et demeure contente pour le soulagement apporté aux populations. La maxi victoire politique de Mme Dakouo est son élection à l'Assemblée nationale du Mali en 1992.

Cette satisfaction est d'autant plus légitime qu'elle est restée la seule femme député ADEMA/PASJ jusqu'à la fin de la législature alors que ses collègues ont changé de camp dans l'intervalle. Elle s'était naturellement assignée la mission de défendre les intérêts féminins. Mais plus particulièrement, elle se souvient qu'à l'occasion de la révision du Code de commerce, toutes les honorables dames sont venues à bout, au terme de 15 jours de lobbying, de l'autorisation maritale dans l'exercice du commerce. Depuis lors, les femmes mariées désirant faire du commerce n'y sont plus astreintes car elle a été supprimée.

Ce sont les responsables de la direction de son parti qui sont à l'origine de la plus grande déception politique de Victorine. Elle a été victime de leurs malhonnêteté et égoïsme puisque, pour la faire remplacer par un homme, ils ont donné des directives de ne pas l'inscrire sur la liste à son insu pour les législatives suivantes. Elle a été plus choquée par la manière que par l'acte. Sans fondamentalement être contre le changement, elle aurait préféré être avisée officiellement, quitte à encourir des reproches si elle les méritait.

Mais bien avant cela, Mme Dakouo a connu les revers de la médaille de député. La difficulté majeure ici est que l'honorable Victorine résidant à Bamako, se trouve loin de Tominian son lieu d'élection et elle est dépourvue de moyen de locomotion. D'où les visites irrégulières à sa base. Or, les électeurs exigent toujours, de droit, la présence de leur député spécialement après les sessions pour les comptes-rendus.

Tous comptes faits, l'honorable Mme Dakouo aimait bien sa fonction pour le prestige et la satisfaction qu'elle confère. Elle s'est fait beaucoup de relations tant bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Elle est plus connue et a intégré le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires dont elle est la permanente de la branche malienne. Une autre retombée de ce succès et de ces contacts est une envolée internationale pour Victorine. Elle a ainsi fait partie d'une mission d'évaluation post-électorale (législatives et présidentielle) en 1993 au Burundi sous l'égide de l'Assemblée Internationale des Parlementaires de Langue Française. Mme Dakouo s'est également rendue en Côte d'Ivoire (1995) et au Bénin (1997) en tant qu'observatrice d'élection, etc.

Comme stratégie déployée pour surmonter ses difficultés, Victorine

Mme Dakouo née Victorine Dakouo, ADEMA-PASJ

organisait des assemblée générales dans le plus grand nombre de villages à travers le cercle de Tominian (Mandiakuy, Timissa, Ouankouala, Fangasso, etc.). Elle sensibilisait aussi les chefs de village et les femmes les plus écoutées ; autrement dit, celles qui ont de l'emprise sur les autres et savent s'imposer. Les circonstances l'ont rendue superstitieuse, mais il est constant que Mme Dakouo a une inclinaison pour les teintes rose et verte dans la panoplie des couleurs.

En politique, elle puise ses forces dans le soutien que lui manifestent les militants à la base et opte pour la tolérance dans ce domaine. Il arrive parfois que Mme Dakouo se décourage dans l'adversité politique mais ceci est exceptionnel à côté de sa force de caractère sous-tendue par des principes comme le respect de l'autre et la vérité. Victorine déteste le mensonge, la magouille et la manipulation des gens.

Parlant de sympathie vis-à-vis de personnalités, Mme Dakouo réserve la sienne à M. Ali Nouhoum Diallo, président de l'Assemblée nationale du Mali bien qu'elle n'approuve pas toujours ses manières. Hors des frontières nationales, c'est le président Clinton des Etats-Unis qui l'emporte en tant que représentant du parti démocrate. En l'espèce, la structure prime sur l'intuitu personae.

En ce qui concerne les quotas, Victorine y est exceptionnellement favorable considérant le milieu malien certes, et plus globalement la mentalité des Africains car il faut bousculer les hommes, lesquels ne laisseront pas spontanément la place aux femmes. Sinon, en se projetant sous d'autres cieux, elle opte volontiers pour la bataille à égalité comme preuve de la valeur individuelle. Dans tous les cas, sa parité idéale de représentation est de 50 %. N'ayant rencontré aucun problème dans son entourage immédiat qui l'exhorte au contraire à continuer ses activités politiques, elle reconnaît cependant qu'il est très difficile de concilier la vie privée avec la politique. À un moment, la politique a pris le dessus sur sa vie familiale. Ses nombreuses absences ont rejailli sur le comportement des plus jeunes enfants qui ont commencé à dévier. En parent responsable, elle a résolu cet impératif familial en se retirant momentanément. Enfin, elle observe que la femme seule (veuve, divorcée,...) est, en principe, plus disponible.

Les caractéristiques que doit objectivement présenter une femme en quête de réussite politique selon Victorine sont : être forte, populaire, savoir s'exprimer, gérer les gens, avoir une solide culture générale. Elle ajoute qu'au Mali, il faut être issue d'une grande famille comportant des membres influents et connus. Elle poursuit, avec ironie certes, mais sans que cela soit moins véridique : *« Etre béni-oui-oui des grands décideurs ou ne pas avoir d'opinion ; être épouse, sœur, belle-sœur, cousine ou amie de l'un des grands décideurs ; avoir étudié en France ou ailleurs avec eux ».*

Mme SANGARÉ
née Aoua Thiéro Tenin
45 ans
US-RDA

« Sans indépendance économique, il est difficile de faire de la politique »

Quelques jours avant les carillons de Noël de 1954, très précisément le 22 décembre, Aoua Thiero Ténin voyait le jour à Macina dans la région de Ségou. De 1961 à 1970, Aoua fait ses études primaires et secondaires jusqu'à l'obtention du DEF à Macina et à Ségou. Son passage de 1971 à 1974 au lycée de Jeunes filles de Bamako est couronné par un bac scientifique. Boursière de l'État malien, elle poursuit ses études à l'université d'État de Moscou, à la faculté de biologie. Elle aime cette discipline certes, mais parce qu'elle est très forte en chimie, ses camarades de la classe de 9e à Ségou lui collent le pseudonyme de *NaOH* qui n'est autre que la formule scientifique de la soude. Au bout de six ans, elle est titulaire d'un Master en biologie (1980) de l'université de Lomonossov. Jeune diplômée enthousiaste, munie de ses publications et décidée à mettre son savoir au service des siens, Aoua est désagréablement surprise et déçue lorsque de retour au pays, elle apprend d'un responsable que *« Même dans 30 ou 50 ans, le Mali n'aura pas besoin de votre spécialité »*. Néanmoins recrutée à l'Institut National de Recherche en Santé Publique (INRSP), elle dévie de sa trajectoire à la faveur d'un stage en épidémiologie en 1992 à l'université Laval au Canada. Elle séjourne dans ce pays de 1994 à 1996 et acquiert un Master en administration de la santé à l'université de Montréal. Avant et après cette formation, Aoua demeure chef de service. Parce qu'elle est mal ou sous utilisée, Aoua est frustrée, indignée, révoltée et se demande alors: *« Pourquoi tout ce gaspillage car cette formation coûte 55.000 dollars par an. Et ce sont des crédits que l'État doit rembourser. Pourquoi prendre des crédits pour que ça ne serve à rien ? »*. Convertie à l'Islam depuis toujours, Aoua est depuis mars 1981 l'unique épouse légitime de M. Ishiaka Sangaré, comptable dans une entreprise privée de la place. Elle est mère de six enfants dont 2 adoptifs.

Selon Mme Sangaré, la politique c'est l'élaboration de stratégies per-

Mme Sangaré née Aoua Thiéro Tenin, US-RDA

avec la politique, Mme Sangaré soutient qu'elle a toujours fait la politique d'une manière inconsciente depuis son jeune âge parce que, affirme-t-elle : *« j'ai toujours milité dans les organisations des élèves et étudiants. A l'université, ma chambre était le lieu de toutes sortes de discussions politiques. C'est en 1991 seulement que j'ai adhéré à un parti politique »*. Bien que l'homme et la femme doivent théoriquement avoir une approche identique en politique, Mme Sangaré note que toute autre est la réalité puisque l'homme conserve plus d'avantages. Parallèlement, les femmes sont majoritairement, hélas, confinées aux rôles traditionnels peu valorisants au lieu d'être considérées comme des citoyennes ayant les mêmes droits vis-à-vis de la Constitution. Aoua milite dans l'un des plus anciens partis politiques du pays depuis huit ans. En tant que secrétaire à l'organisation du Bureau politique national, Mme Sangaré est la troisième personnalité du parti après le secrétaire national et le secrétaire politique. Elle occupe également les fonctions de secrétaire générale de l'Union des femmes de l'US-RDA. Elle clarifie ainsi son option : « *J'ai choisi l'US-RDA car le premier président du Mali qui était aussi secrétaire général du parti est mon modèle d'homme politique »*. Au fond, Mme Sangaré explique son engagement politique par l'existence d'une injustice criarde dans sa société et le fait qu'elle nourrisse une grande ambition pour son pays et son continent. Elle confie à cet effet : *« J'ai honte et ça me rend malade de lire dans les publications et rapports des Nations-Unies que le Mali est avant-dernier ou carrément dernier pays en ceci ou en cela. C'est vrai, mais il ne le mérite pas car, à une époque, on ne pouvait pas penser cela »*.

Les objectifs déclarés de Mme Sangaré sont : *« Primo, l'accession au pouvoir de mon parti. Secundo, faire en sorte que les femmes comprennent qu'elles doivent se battre pour elles-mêmes d'abord, de ne pas avoir de complexe; voir dans un avenir très proche, plusieurs femmes aux postes de responsabilité grâce à leurs compétences et leurs efforts, un réel changement des conditions de vie des populations avec accès au logement, à la nourriture et à la santé ; œuvrer pour raccourcir le calendrier journalier de la femme qui est de 17 à 18 h de travail afin d'améliorer leur vie car elles sont le moteur de la communauté,...»*.

Du point de vue des réalisations, Aoua s'est battue au niveau de sa commune pour qu'il y ait deux femmes en très bonne position sur leur liste aux élections générales de 1992. Avec sa contribution décisive, sa section a été la première parmi les 56 que compte le parti à mettre en place son bureau de femmes et de jeunes. Elle y est parvenue en mobilisant des femmes qu'elle a initiées aux activités génératrices de revenus comme la fabrication de crème pour le corps, le savon, la teinture, la vente de céréales, le micro-crédit, etc. À cela, il faut ajouter des sessions de formation à l'éducation civique et en planning familial. Aux législatives de 1997, Mme Sangaré et d'autres militantes se sont battues et ont obtenu du Bureau politique national, l'acceptation d'une candidature de femme chaque fois qu'il y avait deux ou trois sièges à pourvoir. Grâce à ce combat, il y a eu vingt femmes

Mme Sangaré née Aoua Thiéro Tenin, US-RDA

candidates dans vingt communes. Mme Sangaré est une des leaders de la branche féminine du COPPO. Avec d'autres, elle a mené au sein de cette structure la lutte pour des élections transparentes au Mali. Elle dit également qu'à un moment donné, face aux abus de pouvoir, elle a dû recensé les violations commises en matière de droits de l'Homme dans son pays. Mme Sangaré et Mme Ouane, présidente des femmes de l'US-RDA et présidente des femmes du COPPO, bénéficiant de l'appui d'autres femmes, ont initié et élaboré un dossier complet des exactions décriées et l'ont envoyé à plusieurs réseaux et organisations de défense des droits de l'Homme. Ceci a valu au Mali, un rapport accablant d'Amnesty International.

Le plus grand succès politique de Aoua Thiéro Sangaré est d'être parvenue à faire en sorte qu'il y ait actuellement dix femmes à la direction de son parti, lequel depuis sa création en 1946 n'avait jamais dépassé l'admission de trois femmes à ce stade. Au titre des mérites, Aoua cite son élection comme secrétaire générale des femmes de son parti en Congrès en 1996 en son absence. Elle est satisfaite parce qu'elle y voit la reconnaissance par les gens de ses efforts et le témoignage de leur confiance. Il faut encore relever que durant les premier et second gouvernements de la IIIe République, quelques partis politiques représentés par certains de leurs membres, devaient impulser l'action gouvernementale par leur réflexion sous le sigle de PSPR, in extenso Partis Signataires du Pacte Républicain. Mme Sangaré faisait partie des cinq délégués de son parti et était la seule femme membre du PSPR.

Pour susciter la désignation de femmes dans les autres partis, elle a dû lancer, en vain, la boutade suivante à leurs dirigeants : *« Ce ne sont pas seulement les hommes qui ont un cerveau »*. Faisant allusion aux déboires, elle s'exprime en ces termes *: « Ma plus grande déception, c'est de voir qu'étant militante de l'opposition dans un pays qui se dit démocratique, vous subissez à longueur de journée des pressions de tous genres : blocage de carrière professionnelle, menaces de mort même sur votre conjoint et vos enfants, menaces d'emprisonnement, injures graves, stress, corruption, etc. »*. Ce n'est pas tout. Mme Sangaré accuse encore le pouvoir en place d'enfreindre les lois de la République par l'absence de listes électorales pendant les échéances électorales. Or, dit-elle *« une démocratie ne se construit pas sur du faux »*. Pis, elle ne comprend vraiment pas qu'on veuille retirer le sigle de son parti sur les mêmes bases du faux. La principale difficulté d'Aoua concerne les ressources financières. Stratégiquement, Mme Sangaré pratique le *« porte à porte »* pour mobiliser les gens et les convaincre de la justesse des positions de son parti. Elle les aide aussi à pouvoir être économiquement indépendants car elle est convaincue que *« sans indépendance économique, il est difficile de faire de la politique »*. Elle assimile cet état de fait au dicton *« ventre affamé n'a point d'oreilles »* ; raison pour laquelle, elle fait de l'autonomie économique un cheval de bataille. Elle se démarque de la

Mme Sangaré née Aoua Thiéro Tenin, US-RDA

sorte de ceux, très nombreux qui parlent, promettent beaucoup aux populations sans réaliser du tout ou très peu. Dans la vie de tous les jours et en politique, Mme Sangaré a les mêmes principes. Autrement dit, c'est la valeur intrinsèque de l'homme qui fait la politique, dans la mesure où énonce-t-elle, *« C'est selon son caractère qu'on fait la politique. Donc un voleur dans la vie courante volera en politique, un menteur mentira, un honnête homme restera honnête »*. Ses valeurs sont l'amour, le respect de soi-même, la vérité, la rigueur. Elle déteste l'hypocrisie, la sournoiserie, le vol, le mensonge, l'injustice. La force de Mme Sangaré repose sur sa forte personnalité et sur le fait qu'elle est visionnaire. Intuitivement, et souvent sans pouvoir le justifier, elle sent ou perçoit des choses ou des événements, y compris en rêve. Ces atouts peuvent être atténués par des travers comme l'entêtement et la nervosité.

Pour se détendre, Aoua aime danser même si elle ne le fait pas toujours par pudeur dans sa société. Il convient ici de rappeler que jadis, elle remporta des prix de danse et qu'elle fut chef d'orchestre au lycée. Cette ancienne internationale de basket aime aussi lire et ne dédaigne pas la bonne chair. Fascinée par les couleurs bleu-ciel et bordeaux, Mme Sangaré qualifie les marabouts qui opèrent en dehors du champ religieux d'escrocs et n'y croit pas, plus. Elle a une façon bien a elle d'être superstitieuse. En effet, elle vibre au rythme de son cœur. Si celui-ci bat plus qu'à l'accoutumée avant une manifestation, il y a du négatif dans l'air. Le contraire est plutôt annonciateur du positif. Par ailleurs, la vue d'un lézard la nuit est un signe précurseur d'un malheur voire d'un décès. Son entourage a une attitude irréprochable dans son activité militante. Elle reconnaît effectivement avoir l'aval et le soutien de tous (frères, parents, amis,...). La palme revient à son mari qu'elle ne juge pas moins qu'*« adorable »*, à juste titre, car entre autres, il s'organise toujours à être à la maison plutôt pour suppléer à son absence quand elle a une réunion tardive, s'assure et la rassure quant à sa sécurité, lui prodigue des conseils judicieux, etc. Sous l'angle domestique, une grande sœur de son mari vit avec eux et s'occupe des enfants comme des siens ; elle a également du personnel de maison rémunéré. Sinon, lorsque les activités politiques ne sont pas intenses, Mme Sangaré prend tout son temps pour bien s'occuper de sa famille. Dans ces conditions, la synthèse et l'harmonisation des rôles ne sont plus ardues. Aoua n'a qu'une chose à dire à ses concitoyennes qui souhaitent gagner en politique : *« Il faut être convaincu de ce qu'on dit et de ce qu'on fait »*.

Mme Sangaré n'a pas de parité idéale et prône *« l'homme qu'il faut à la place qu'il faut»*. Car elle rejette les quotas qu'elle considère comme *« une arme à double tranchant »*. En dehors du président Modibo Kéita déjà signalé, les autres idoles politiques de Mme Sangaré la panafricaniste, sont Kwamé N'Krumah, Patrice Lumumba, Thomas Sankara qu'elle définit tous comme *« De vrais patriotes qui ont œuvré tellement pour l'édification de leurs nations respectives et de l'Afrique en général »*.

Mme CAMARA
née Maïmouna Coulibaly
46 ans
ADEMA

« On s'impose par le travail bien fait »

La future Mme Camara est née le 30 juillet 1953 à Gao. On l'appelle communément *Maï*, diminutif de son prénom. Bien que musulmane, elle fait toute sa scolarité dans les écoles catholiques où l'enseignement est de meilleure qualité. Avec son DEF en poche en 1973, elle se rend à Bamako pour s'inscrire à l'École centrale de l'industrie, du commerce et de l'administration. Au terme de sa formation, elle y enseigne pendant quatre ans. Admise au cycle professorat de l'École Nationale des Ingénieurs (ENI) en 1984, Mme Camara en sort en 1988 avec une licence en techniques administratives. Cette formation est complétée par des stages à l'étranger ; à titre d'exemple, 9 mois de bureautique à Rennes (France). A son retour au pays, elle exerce ses talents de professeur d'enseignement secondaire technique et professionnel au Centre de Formation Professionnelle (CFP) de 1988 à 1994. De là, elle est affectée au cabinet du ministère de l'Enseignement secondaire et supérieur en qualité de déléguée du Commissariat à la promotion des femmes érigé en ministère plus tard. En 1996, elle est nommée directrice du Centre de formation professionnelle Aoua Kéita et occupe ce poste jusqu'à présent.

Maïmouna Coulibaly est officiellement devenue l'épouse de M. Mahamane Camara, comptable, en juillet 1982. Quatre enfants sont issus de cette union monogamique.

La politique selon Mme Camara *« est un cadre où des citoyens se regroupent autour d'objectifs communs pour défendre des intérêts légitimes et faire valoir leurs idées »*. Ainsi définie, elle constitue donc un moyen pour, entre autres s'affirmer et s'assumer ; aider à résoudre les problèmes sociaux et nationaux ; sortir du sous-développement et également pour les femmes, participer davantage à la vie publique en tant que citoyennes. Avec cette vision, Mme Camara ne peut s'engager dans la politique que parce qu'elle veut le changement. En effet, elle a constaté que l'homme fait la politique pour régner et domi-

Mme Camara née Maïmouna Coulibaly, ADEMA

ner la femme dont il se sert comme appât électoral ; tandis que la femme cherche à se promouvoir et à sortir du sous-développement.

Son premier contact avec la politique a eu lieu en 1991. Mme Camara s'est concertée avec douze personnes majoritairement enseignants comme elle et ensemble, ont créé un comité au quartier A3 de Lafiabougou où ils résidaient. Elle a adhéré à l'ADEMA-PASJ en décembre 1992 parce que *« Les militants de ce parti aspirent au changement et peuvent faire évoluer les choses ».*

De simple militante à la base tant bien au comité qu'à la sous-section, elle a été élue secrétaire aux questions féminines à la section de la Commune IV et aussi comme membre de la commission nationale des femmes. Au tout récent renouvellement des instances du parti, elle change d'attribution au niveau du comité en devenant secrétaire au mouvement socio-professionnel ; mais elle conserve sa place à la commission nationale des femmes. Sachant que l'objectif principal poursuivi par Mme Camara est la promotion de la femme en vue de la libérer totalement du joug socio-culturel, on peut se réjouir de ce maintien. Effectivement, la commission est un groupe de travail qui aide le parti ; précisément, elle l'épaule dans toutes les questions féminines. C'est un groupe de pression qui mobilise certes les femmes mais surtout, attire l'attention des hommes sur la nécessité de faire beaucoup plus de places aux femmes, notamment en les nommant plus nombreuses aux postes de responsabilité. Le résultat escompté semble atteint puisque Mme Camara soutient : *« Ça marche. Il y a de plus en plus des femmes dans les instances du parti ».*

Au chapitre des réalisations, Mme Camara a mis à profit ses relations politiques du COFEM à l'époque où elle y était encore, pour créer des associations de femmes dans sa commune. Au nombre de celles-ci, il y a l'association *Djéka baara* (Travaillons ensemble) créée en 1984 avec environ 40 membres. Mme Camara aide beaucoup ces femmes qui sont pour la plupart analphabètes en étant personne-ressource et leur présidente d'honneur. En général, les femmes vendent du savon et font de la teinture que Mme Camara place au Centre Aoua Kéita ou emporte à l'étranger quand elle voyage. Mme Camara milite aussi à l'AMASEF, Association Malienne pour la Scolarisation des Filles, une antenne locale du FAWE *(Forum of African Women Educators)* en français : Forum des Educatrices Africaines, dont elle est secrétaire à l'organisation.

En deux années d'existence seulement, Mme Camara et les autres membres affichent un bilan d'activités positif dans la mesure où elles ont déjà scolarisé des filles de parents démunis. Un centre de formation professionnelle destiné aux filles défavorisées sera bientôt mis en place. Enfin, le rôle joué par Mme Camara au sein de l'Institut qu'elle dirige mérite d'être salué. En effet, le Centre Aoua Kéita qui est une structure du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille avait été détruit et incendié après les événements de 1991. Tout était donc à refaire. Ainsi après la réhabilitation des locaux,

Mme Camara née Maïmouna Coulibaly, ADEMA

il fallait des équipements, organiser les programmes, ouvrir les filières et les modules d'enseignement, chercher les professeurs dans des domaines où les compétences sont rares, etc. Or aujourd'hui, il est loisible de constater que, sous l'impulsion de Mme Camara, *« Le Centre auquel les gens ne croyaient plus, est actif au point de susciter de plus en plus l'engouement des populations. La filière couture marche très bien et on en est à la quatrième promotion de la filière hôtelière »*. En outre, grâce à ses pensionnaires, le centre abrite de nombreux séminaires et ateliers avec cocktails organisés par les associations féminines, le ministère de tutelle ou tout autre organisme. Ceci est d'autant plus intéressant qu'en même temps que les filles font apprécier leurs connaissances et savoir-faire, leurs activités diverses sont génératrices de revenus.

Sa double élection à la section de la Commune IV et à la commission nationale des femmes de l'ADEMA font la fierté de Mme Camara pour plusieurs raisons. Comme le dit si bien un dicton, *« Il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus »* Mme Camara *en cette promotion* voit une marque de confiance. Elle s'entend dire par les autres : *« On veut de toi »* et avoue *: « Ça fait vraiment plaisir »*. L'absence d'une grande déception politique n'occulte pas l'existence d'écueils dans ce domaine. De ce point de vue, Mme Camara souligne *« Les difficultés à faire comprendre aux femmes l'intérêt de militer dans un parti et de voter pour les femmes »*. Comme stratégie de combat, elle déploie surtout la sensibilisation, le savoir-faire et l'éducation civique. Le travail est une valeur sacrée pour Mme Camara qui opte spécifiquement pour l'honnêteté intellectuelle en politique. Le courage, l'assiduité constituent sa force et la pitié est son point faible. Mme Camara aime particulièrement les tons blanc et rose. Elle n'est pas superstitieuse et n'aime pas du tout les marabouts ; voici pourquoi : *« J'ai l'impression qu'ils truandent les gens et les induisent en erreur, y compris les intellectuels. Tous ceux qui les abordent sont toujours déçus et finissent mal »*. Par conséquent, Mme Camara croit seulement en Dieu.

L'homme politique exemplaire au Mali pour Mme Camara est le président de son parti, M. Ibrahim Boubacar Kéita (IBK), également actuel Premier ministre. Elle lui reconnaît des qualités exceptionnelles en ces termes : *« Il est humaniste, très conciliant et rassembleur. Toujours à l'écoute de ses militants, il n'oublie jamais les militants de base qui sont les premiers militants. Il fait confiance à ses militants »*. A l'étranger, elle jette son dévolu sur la sénégalaise Aminata Mbengue.

Mme Camara rejette la politique des quotas et exhorte plutôt les femmes à se mobiliser et à se battre pour mériter leurs places. Elle soutient que les seules caractéristiques de réussite des femmes en politique sont la volonté, le courage, la persévérance auxquels elle ajoute la nécessité de savoir choisir.

En ce qui la concerne, son mari l'encourage à faire de la politique puisqu'il y croit lui-même. Il lui prodigue des conseils et ne s'oppose ni aux réunions,

Mme Camara née Maïmouna Coulibaly, ADEMA

ni aux missions politiques comme beaucoup d'autres maris malheureusement. L'entourage a des attitudes variées : *« Il y a des amies qui se plaignent qu'on les abandonne au profit de la politique »*. Quant aux parents et connaissances, certains la soutiennent mais d'autres la découragent voire l'agressent verbalement avec des propos parfois démesurés : *« Vous voulez vous comparer aux hommes ou vous voulez devenir des hommes »*. Quoiqu'il en soit, elle avoue que même si les choses s'arrangent parfois, la politique prend vraiment le pas sur le social. Pour concilier toutes ses activités sans porter préjudice à sa famille, Mme Camara a deux employées de maison : une qui s'occupe de la cuisine et de la maison, puis une autre affectée aux enfants.

Mais en plus de ce dispositif, elle s'organise à être à la maison pour *« Personnellement surveiller les devoirs, faire réciter les leçons aux enfants et rester un moment avec eux avant qu'ils ne dorment »*.